

EN ATTENDANT LA 3G POUR LE MOBILE

L'Algérie développe la 4G pour le fixe

En attendant de lancer la 3G pour le mobile, l'Algérie compte développer la 4G pour la téléphonie fixe et au profit des start-up.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Jeudi dernier, la technologie de réseaux mobiles LTE (Long Term Evolution), donation du leader Nokia Siemens Networks, a été testée au Cyberparc de Sidi-Abdallah (Zéralda), en présence du ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

Permettant l'augmentation du débit d'internet et la transmission très rapide des images et des sons (100 MBps par seconde), cette technologie fait déjà l'objet d'applications développées par plusieurs start-up installées dans ce parc technologique et est destinée aux ingénieurs en télécommunications.

C'est «un début», dira Moussa Benhamadi qui considère la nécessité d'«anticiper» et relève que des plateformes similaires pourront être généralisées. Comme il appelle les divers équipementiers qui «ont bénéficié du marché algérien» à participer à la dynamique de maîtrise des technologies.

Et cela même si, reconnaît-il, l'Algérie accuse un «retard» dans l'accès à internet haut et très haut débit, malgré les efforts conséquents développés. En ce sens, le ministre des TIC a indiqué que l'opérateur public Algérie Télécom est en quête de partenariats avec des fournisseurs d'accès.

En ce sens, Algérie Télécom a

été autorisée à déployer un réseau «expérimental élargi» destiné «exclusivement» à la téléphonie fixe, permettant de couvrir les zones montagneuses et rurales, notamment.

Ainsi, le développement du LTE, une version proche de la téléphonie fixe de quatrième génération (4G), devrait booster davantage le développement des télécommunications en Algérie, au grand satisfecit du directeur exécutif Nokia Siemens Networks Afrique, Dimitri Diliani, et de l'ambassadrice de Finlande, M^{me} Greta Hannele Voionmaa, disposés à renforcer la coopération bilatérale en ce domaine, de manière proactive. Et ce, en attendant que la téléphonie mobile de troisième génération soit lancée. A ce propos, Moussa Benhamadi réitère que la «reprise» du processus

(lancement des appels d'offres) de la 3G est liée «uniquement» au dossier Djezzy (nom commercial d'Orascom Télécom Algérie).

«Dès que ce dossier sera définitivement clos, le processus reprendra», affirme le ministre qui écarte de facto toute absence de capacités managériales et techniques pour l'appropriation de la 3G.

Objet de négociations entre son propriétaire russe Vimpelcom et le ministère des Finances pour sa cession à 51% à l'Etat algérien, Djezzy, pourtant leader du marché mobile, est confronté à plusieurs problèmes d'ordre financier et judiciaire. Néanmoins, l'absence d'avancées dans ce dossier génère, potentiellement, d'importantes pertes financières pour le marché algérien de dernière génération

C. B.

AUTOROUTE EST-OUEST

Le passage de Bouzegza rouvert aujourd'hui

Le passage de Bouzegza, reliant sur 27 km de l'autoroute Est-Ouest, Larbataâche (wilaya de Boumerdès) à Lakhdaria (wilaya de Bouira), sera rouvert aujourd'hui à la circulation aux seuls véhicules de tourisme et de transport en commun.

Le docteur Amar Ghoul, ministre des Travaux publics se déplacera, ce matin, dans la wilaya de Boumerdès pour procéder à cette seconde inauguration de ce couloir routier, via le massif montagneux du sud de la wilaya de Boumerdès.

Pour rappel, les deux tunnels situés sur le sens est-ouest de l'autoroute ont été ouverts à la circulation automobile en novembre 2011, mais sans la dotation des équipements de sécurité. Après

une levée de boucliers sur les risques que l'on faisait encourir aux automobilistes, la route a été vite fermée.

Mercredi, un responsable de la direction des travaux publics de la wilaya de Boumerdès nous a affirmé que tous les équipements de sécurité et les équipes d'agents chargés de la sécurité des 4 tunnels sont opérationnels.

Par ailleurs, une simulation d'un grave accident de la circulation a été organisée cette semaine

sur ce tronçon. Pour l'heure, indiquent nos informations, les poids lourds sont interdits de passage.

Le soulagement

L'ouverture de cet axe routier de 2X3 voies sera accueillie avec un grand soulagement par les automobilistes circulant d'est en l'ouest et vice versa. Le cauchemar des gorges de Lakhdaria, notamment les risques d'éboulements mais surtout la saturation et l'encombrement de la RN5 (Alger-Constantine) à hauteur de Ammal, ne seront qu'un mauvais souvenir.

Ainsi, l'automobiliste démarrant de Bouira peut désormais rejoindre l'aéroport Houari-

Boumediène en moins de 30 minutes. Il y a lieu de rappeler tout de même que la réalisation de ce passage montagneux de 27 km qui fait partie de la section (435 km) du centre du pays — Bordj Bou-Arréridj-Aïn Defla — de l'autoroute Est-Ouest (1 216 km) a exigé des efforts colossaux, notamment la réalisation de 4 tunnels.

Deux tubes sont dimensionnés chacun à 1 700 m et les deux autres à 700 mètres chacun. A cela, s'ajoute la construction d'une trentaine d'ouvrages d'art aussi compliqués les uns que les autres à réaliser.

Abachi L.

ANNABA

Séminaire régional sur l'investissement industriel

«Foncier et investissement, vecteurs de développement», tel a été le thème du séminaire régional organisé en fin de semaine écoulée à l'hôtel Sabri de Annaba par l'Agence nationale d'intervention et de Régulation Foncière (Aniref).

Des opérateurs économiques, des responsables des Chambres de commerce et d'industrie, des universitaires et des hommes de droit, entre autres, venant de huit wilayas de l'est du pays, ont pris part à ce séminaire, qui intervient après deux autres similaires tenus à Oran et Béjaïa. Son but est d'expliquer et de vulgariser les nouvelles décisions prises par le Conseil des ministres, lors de sa réunion du 22 février 2011, ainsi que celles contenues dans la loi de finances complémentaire 2011 et la loi de finances 2012 notamment.

Ces décisions tendent, selon Abderrazak Henni, secrétaire général du ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, ayant présidé la cérémonie d'ouverture des travaux «à redynamiser l'investissement productif, particulièrement en matière de foncier. Comme elles ont pour finalité d'«étoffer et de

densifier les PME qui représentent 95% des entreprises du pays».

Le SG évoquera également la Caisse de garantie des investissements ainsi que l'importance qu'accorde le ministère pour la pérennité de l'entreprise à travers particulièrement ses ressources humaines.

La directrice de l'Aniref, M^{me} Hassiba Mokraoui, qui est revenue dans son intervention sur les décisions gouvernementales et les lois de finances citées plus haut ainsi que celles prises par le Conseil national de l'investissement, retiendra deux décisions majeures. «La première, dira-t-elle est celle qui consacre la procédure de gré à gré comme unique mode d'octroi de la concession de terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à l'investissement». Par souci de décentralisation, cette concession est autorisée par le wali, sur délibération du Calpiref précise, selon

l'intervenante qui estime que la seconde «consacre le nouveau rôle assigné par les pouvoirs publics à l'Aniref en qualité de promoteur de foncier industriel». L'agence prendra, ainsi, en charge un programme de 42 nouvelles zones, totalisant 9 572 hectares.

Selon la DG de l'Aniref, «le lancement concret des études pour l'ensemble des zones du programme a été effectué durant le mois de mars écoulé. Pour la prise en charge de cette mission qui ciblera 33 wilayas, plusieurs dizaines de cadres et techniciens spécialisés dans la conduite des projets et des différents corps de métiers, en rapport avec l'aménagement de ces espaces ainsi que plusieurs agents de maîtrise et d'exécution qui seront recrutés au niveau local», fera savoir M^{me} Mokraoui qui signale au passage que de «nombreux avantages notamment des abattements sur les redevances locatives ont été octroyés pour impulser davantage la dynamique d'investissement et de croissance dans toutes les régions du pays».

Par ailleurs, dans un point de presse, la DG de l'Aniref a précisé que d'octobre 2009 à mars 2011, ses services ont effectué 71 opérations d'enchères ayant porté sur 161 actifs à travers une trentaine de wilayas. Au total 211 hectares ont été concédés et qui auront à terme, un impact économique certain puisque, selon l'intervenante, ils vont générer un volume d'investissement déclaré de 50 milliards de dinars et une projection de création de 12 764 emplois directs.

Ce séminaire a vu la présentation d'une dizaine de communications ayant traité le programme national des nouvelles zones industrielles, la problématique du foncier industriel, sa promotion et le mode d'emploi pour y accéder, présentés par le DG du domaine national, le DG du Ceneap ainsi que par des cadres et consultants de l'Aniref dont celle du directeur régional de cette agence à Annaba, Abdelmadjid Bouras. Sa communication chiffrée avait porté sur une «présentation des zones industrielles et des opportunités d'investissement dans la région est».

UNION NATIONALE DES ENTREPRENEURS DU BÂTIMENT Plaidoyer pour la mise en place d'une loi d'entrepreneariat

L'Union nationale des entrepreneurs du bâtiment (UNEB), qui a tenu son conseil national, jeudi, plaide pour la mise en place d'une loi d'entrepreneariat.

Cette loi, explique Gasmi Salim, président de l'UNEB, va permettre de mettre de l'ordre dans le secteur du bâtiment qui «ne répond actuellement à aucun critère». «L'investissement dans le secteur du bâtiment est ouvert à n'importe qui», déplore cet entrepreneur. C'est pourquoi, poursuit-il, il est urgent d'édicter une loi qui garantirait la déontologie de la profession.

L'UNEB est sortie avec d'autres recommandations lors de son conseil. Elle propose, ainsi, la création d'un observatoire national de construction et demande l'accélération de l'application des recommandations de la dernière tripartite concernant notamment la décision de l'échelonnement des dettes et l'allégement des procédures pour l'obtention du permis de construction.

L'organisation, qui demande à être représentée au sein de la commission des marchés publics, suggère que l'opération de la mise à niveau des entreprises, qui a bénéficié d'une enveloppe de 5 milliards de dollars pour la création de 20 000 entreprises pour la période 2010-2014 dont 42% sont des entreprises du bâtiment, doit prendre en considération comme critère la classification par catégorie et non le nombre d'effectif défini actuellement entre 10 et 250 personnes.

S. A.

A. Bouacha